

Vol. 46 N° 15 Hearst ON - Jeudi 22 juillet 2021 - 2,86 \$ + TPS

Paul Baril, nouveau président de Parents partenaires en éducation



Kapuskasing reçoit plusieurs évacués des feux de forêt



L'alcool, un problème qui pourrait surpasser la pandémie de COVID-19



Devoir de mémoire : un exposé du racisme dans le domaine de la santé



2021 EXPLORER PLATINUM
Unité : 21-44



 **LECOURS MOTOR SALES**

Achetez-le pour
472,03 \$ + TVH / 84 mois
aux deux semaines

**VENEZ RENCONTRER NOS
REPRÉSENTANTS DES VENTES !**

 SIÈGES
CHAUFFANTS
AVANT ET ARRIÈRE
ÉCRAN 12 POUCES
SIÈGES EN CUIR
2 COULEURS

888 362-4011 Hearst • 888 335-8553 Kapuskasing • Lecoursemotorsales.ca

Paul Baril nouveau président de Parents partenaires en éducation

André Magny - IJL - Réseau.Presse - Le Voyageur

Après la nomination il y a moins d'un an de Julie Bécharde au poste de directrice générale, le conseil d'administration de Parents Partenaires en Éducation (PPE) vient d'élire Paul Baril à sa tête. Originaire de Hearst, ancien membre du CA, le nouveau président compte bien faire grandir PPE aux quatre coins de l'Ontario.

Décidément, ce regroupement de parents francophones a le vent en poupe. L'organisme franco-ontarien a maintenant des employés partout en province.

Le dynamisme manifesté par le mouvement qui en est dans sa soixantaine semble être à l'image de son nouveau président : « J'ai beaucoup à offrir », dira en entrevue Paul Baril. L'enseignant d'affaires et commerce au secondaire souhaite que PPE soit le plus inclusif possible. Ayant parfois eu le sentiment que les gens du Nord ne connaissaient pas suffisamment PPE par rapport aux autres grandes régions de l'Ontario, le nouveau président mentionne que son organisme est en train de réfléchir à l'embauche d'agents de liaison dans diverses régions. Dans le Nord, cela permettrait notamment d'apporter du soutien aux nouvelles familles qui s'y installent.

Autre aspect de la volonté d'être inclusif, PPE affiche actuellement une offre d'emploi visant à créer un poste de coordonnateur-trice en vue du renforcement des compétences culturelles autochtones. Un emploi qui, selon la direction de l'organisme, contribuera à rehausser les capacités culturelles de PPE en lien avec la communauté des parents d'expression française s'identifiant à une Première Nation ou à la Nation métisse.

Changement de gouvernance

Parmi les nouveautés au sein du conseil d'administration, M. Baril mentionne que le nouveau CA est passé d'un maximum de 14 administrateurs à sept. Un conseil d'administration qui mise non seulement sur la bonne volonté des gens en termes de bénévolat, mais surtout sur un schéma de compétence. Le CA pourra ainsi aller de l'avant au lieu de fréquemment faire des formations à ses membres comme c'était le cas auparavant. De plus, la mise en place d'outils comme les comités consultatifs régionaux (CCR) seront source d'un plus grand engagement des parents au sein de chaque conseil scolaire.

D'autre part, les parents faisant partie des comités de participation des parents (CPP) deviennent maintenant membres de PPE.

En définitive, « décentraliser le CA, miser davantage sur les compétences des administrateurs et administratrices et créer un système élargi et plus inclusif pour consulter les parents par l'entremise des CCR sont des éléments qui permettront à PPE de passer à la prochaine phase », mentionne avec beaucoup d'enthousiasme le nouveau président, Paul Baril, dont le mandat est d'un an avec la possibilité d'être reconduit dans ses fonctions.

Une subvention bienvenue

Et puisqu'une nouvelle ne vient jamais seule, l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) a dévoilé le 14 juillet que PPE faisait partie des organismes bénéficiaires du programme Effet multiplicateur Nord. Un programme qui a comme objectif de permettre à de nouveaux projets innovateurs de voir le

jour dans le Nord de l'Ontario et d'avoir ainsi un impact direct sur les communautés en visant leur croissance économique. Effet multiplicateur Nord a été lancé avec le soutien de FEDNOR, l'organisme du gouvernement du Canada responsable du développement économique du Nord de l'Ontario.

Or, parmi les 18 organismes pouvant bénéficier de la subvention totale de 375 000 \$, PPE retrouvait son nom pour une somme de 25 000 \$, le montant le plus élevé pour les projets.

Cette subvention permettra d'après Paul Baril de répondre « à notre mission, soit de défendre les intérêts des parents et de veiller à la diversité. »

Quelques semaines avant une rentrée scolaire, qui devrait être plus normale, le jeune président lance un appel aux parents. Il les invite « à soumettre leur nom

pour faire partie des nouveaux CCR ». De cette façon, les besoins spécifiques des régions pourront être transmis aux membres du personnel de PPE.



Aire de repos à l'ouest de Hearst



(Steve Mc Innis) La nouvelle aire de repos à l'ouest de la ville de Hearst, secteur Ryland, sera bientôt en opération. Les travaux assurés par Villeneuve Construction vont bon train. Cet espace de repos est situé à 18 kilomètres de Hearst et pourra accueillir les plus gros transports. Il s'agit d'une extension à l'aire de repos qui existait déjà. Des toilettes toutes saisons y seront également installées. L'augmentation de la capacité de stationnement pour les véhicules de tourisme et commerciaux sera également considérable. Selon le ministère des Transports, les travaux pourraient être complétés avant septembre.



151, avenue Second Timmins, Ontario P4N 1E8
Tél. : 705 531-5500 Téléc. : 705 531-5505
info@mclawyers.ca www.mclawyers.ca

AVOCATS
ACCIDENTS
BLESSURES CORPORELLES
Première consultation
gratuite
Services bilingues



Jay Meunier, B.A. (Hons), LL.B.
jmeunier@mclawyers.ca



David Carrier, B.A. (Hons), J.D.
dcarrier@mclawyers.ca



Kenneth Ciupka, B.A., J.D.
kciupka@mclawyers.ca

Accidents de voiture • Décès injustifiés • Chutes, glissades et trébuchements • Morsures de chiens
Litiges en matière d'assurances • Réclamation d'invalidité • Droit du travail • Droit de la famille

Les problèmes d'alcool surpassent-ils la pandémie ?

Par Jean-Philippe Giroux

La pandémie a pris beaucoup de place au niveau médical ce qui peut se comprendre, mais d'autres problèmes de santé sont sur le point de devenir plus importants que la COVID-19. Les problèmes d'alcool semblent devenir problématiques à plusieurs niveaux.

La Base canadienne de données sur les décès de la Statistique de l'état civil de Statistique Canada a signalé un total d'environ 62 203 décès pour la période allant de la fin mars 2020 au début avril 2021, ce qui équivaut à 5 535 décès de plus comparativement à l'estimation pré-pandémique. Chez les personnes âgées de 65 ans ou moins, 1 380 décès sont associés à la COVID-19. Une autre maladie touche la population : la surconsommation d'alcool et de drogues qui mène à un surnombre d'intoxications involontaires et de décès. En période de confinement, ceux qui dépendent de leur réseau n'ont pas eu accès aux programmes de soutien et de services de réduction de la consommation

ou aux autres ressources offertes en personne.

« La consommation d'alcool et d'autres drogues a augmenté en 2020 par rapport aux années précédentes, à un moment où la disponibilité et l'accessibilité des programmes de réduction des méfaits, des services de consommation supervisée et des services de soutien en personne pour la consommation d'alcool et d'autres drogues peuvent avoir été perturbées pendant la pandémie », est-il écrit dans le Quotidien, le bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada.

La Maison Renaissance

Depuis la pandémie, la directrice générale de la Maison Renaissance, Jessica Baril, remarque une augmentation de la demande. Elle n'a aucun moyen de savoir la raison exacte de cette hausse, mais elle voit certainement une différence. « Je trouve que, depuis les derniers mois, on fait face à des listes d'attentes et la demande est plus élevée », dit la directrice générale, ajoutant que les cas

d'admissions sont plus sévères qu'auparavant.

En mars 2020, tout le monde était dans l'inconnu à savoir comment s'adapter aux mesures sanitaires de la COVID-19. Pendant cette période, les opérations de la Maison Renaissance ont cessé pour une courte période, soit deux mois. Pour le reste du temps, l'équipe poursuit sa programmation avec une réduction des bénéficiaires. Avant la pandémie, le centre pouvait accueillir dix à 12 personnes. Il y a quelques mois, huit personnes à la fois pouvaient y être afin de recevoir des services de soutien.

En outre, les mesures sanitaires créent des barrières pour les bénéficiaires des programmes. Par exemple, lors de l'éclosion à la Maison Renaissance déclarée en février, le Centre n'a pu accueillir de nouveaux bénéficiaires pendant un mois et demi et les personnes admises ont été confinées dans leur chambre. « Ce n'est pas l'idéal pour la santé

mentale », avoue-t-elle. « On a dû improviser aussi au niveau de délivrer nos services. »

Habituellement, les employés mènent des thérapies de groupe, rassemblés dans une salle. Durant l'éclosion, les sessions de groupes se sont déroulées au virtuel. « Je trouve qu'en counseling, ça met quand même une certaine barrière quand tu dois mettre un masque ou quand tu dois être derrière un Plexiglas ou un écran d'ordi », commente Baril.

Autres statistiques

Statistique Canada révèle qu'en 2020, il y a eu 2 235 décès en Ontario causés par une intoxication accidentelle, soit 685 de plus que l'année précédente. Au Canada, 11,6 décès pour 100 000 personnes de 0 à 44 ans ont été signalés en 2020 pour les cas de décès attribuables à des intoxications accidentelles. Ce nombre était de 8,9 en 2019. Chez les personnes de 45 à 64 ans, en 2020, il y a eu 250 décès de plus par rapport à 2019.

BSP: Vaccination inférieure aux moyennes provinciales

Par Jean-Philippe Giroux

Dans la région du Bureau de santé Porcupine (BSP), tous les groupes d'âges de 59 ans et moins ont des taux de vaccination inférieurs à la moyenne provinciale, en date du 5 juillet 2021. Le plus grand écart est chez les jeunes de 12 à 17 ans, soit une différence de 11,3 % entre le taux du BSP et celui de l'Ontario.

« Les taux de vaccination chez les individus plus jeunes ne sont pas du tout là où nous voulons le voir, admet la médecin-hygiéniste du BSP, Dre Lianne Catton. Lorsque nous examinons nos cas, nous savons que les cas ont été principalement dans les groupes d'âge plus jeunes qui n'ont pas reçu le [vaccin]. » Le taux de vaccination chez les adultes de 18 à 29 ans est 6,7 % au-dessous de la moyenne provinciale et pour les trente-annaires, il faut y soustraire 7,3 %. L'écart est de moins en moins large en montant l'échelle d'âge. 69 % des quarantennaires du BSP ont reçu au moins une dose de vaccin, tandis que 75,7 % du reste des adultes de ce groupe en province ont été vaccinés. Chez les

cinquantennaires de la région sanitaire, le taux de vaccination est de 77,4 %, créant une différence inférieure de 2,6 % avec la moyenne de l'Ontario.

« Des taux de vaccination plus élevés sont nécessaires pour nous protéger et pour protéger nos familles et notre communauté », indique la Dre Catton.

L'écart entre le taux de vaccination provincial et régional des soixantennaires est presque inexistant, avec une différence de 0,1 %. Chez les personnes âgées de 70 à 79 ans, le taux régional dépasse celui de la province par 3,1 %.

100 % des personnes âgées de 80 ans et plus ont reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19. La moyenne provinciale pour cette tranche d'âge est de 96,1 %. En date du 14 juillet, le BSP a administré un total de 87 188 doses de vaccin à travers sa région sanitaire. Les données du recensement de 2016 révèlent que la population du district de Cochrane est de 79 682 depuis 2016.



R&R Country Store

Feed and farm supply



LUNDI AU VENDREDI :
9 h à 19 h

SAMEDI : 9 h à 13 h

DIMANCHE : Fermé

(705) 372-0055
(705) 362-2435

NOUS SOMMES SITUÉS AU 913 AUTOROUTE 11 EST À HALLEBOURG !




MERcredi AU SAMEDI :
11 h à 19 h

DIMANCHE, LUNDI ET
MARDI : Fermé

(705) 372-3971

POUR PLUS DE DÉTAILS CONSULTEZ NOS PAGES FACEBOOK !
VOUS POUVEZ AUSSI CONSULTER NOS HEURES SUR GOOGLE

Chers résidents de la région du Bureau de santé Porcupine,

Lettre ouverte de Lianne Catton, MD, CCFP-EM, MPH du BSP

Le temps est venu de briller pour notre région!

En tant que résidents du Nord de l'Ontario, nous sommes reconnus pour bien des raisons. Nous sommes résilients, intrépides, fiables et axés sur la famille et la communauté en plus de toujours être prêts à aider nos voisins.

Nous sommes aussi connus pour d'autres raisons :

- Des hivers longs et froids. Mais bon, nous savons nous amuser dans notre royaume de neige.
- Les ours qui viennent faire un tour sur nos balcons, en plein cœur de la ville!
- Le « May Run ».
- Un immense réseau de lacs et de rivières.
- Des sentiers de motoneige parmi les plus beaux du monde.
- Un puissant secteur minier et forestier.
- De riches cultures autochtones et diverses communautés de Premières Nations.
- Une culture francophone bien ancrée.
- Peut-être même la meilleure poutine.

Malheureusement, ces derniers mois, nous avons aussi attiré l'attention nationale parce que notre région affiche les taux de COVID-19 les plus élevés. En tant que membres de communautés qui travaillent fort, ce n'est PAS le genre d'attention que nous voulons.

Il est temps de BRILLER et d'ajouter un autre exploit à notre longue liste. Attirons-nous un peu d'attention positive en devenant la circonscription sanitaire ayant le taux de vaccination LE PLUS ÉLEVÉ. Le gouvernement de l'Ontario a indiqué qu'il envisagerait une réouverture sans restriction le vendredi 6 août prochain si, à l'échelle de la province, plus de 80 % des personnes admissibles âgées de 12 ans ou plus avaient reçu la première dose du vaccin ET plus de 75 %, leur deuxième dose. À ce jour, 76,0 % des résidents de la région du Bureau de santé Porcupine (BSP) ont reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19 et 63,6 % ont reçu les deux doses. Cependant, pour aller de l'avant, toutes les circonscriptions sanitaires doivent avoir au moins 70 % de leur population pleinement vaccinée. Dans la région du BSP, cela veut dire qu'il nous faut administrer la deuxième dose à 4 600 autres personnes pour atteindre ce seuil de vaccination.

Nous savons que nous pouvons le faire. Nous avons observé un effort remarquable à ce chapitre il y a quelques semaines, ce qui nous a permis de nous sortir de la troisième vague. Nous avons vu des centaines de personnes se présenter aux cliniques temporaires pour

recevoir leur deuxième dose. Vous vous souvenez des moments où la file de voitures allait jusqu'à l'autoroute à South Porcupine? Mais, depuis que nous sommes passés à l'étape 3 tant attendue, la vaccination a beaucoup ralenti. Notre taux de vaccination est maintenant inférieur à celui de l'ensemble de la province et nous avons de bonnes raisons de nous inquiéter de ne pas atteindre la cible provinciale d'ici le 6 août 2021.

Il est temps de briller à nouveau pour une bonne raison. Prenez un rendez-vous pour tous les membres de votre famille à une clinique de vaccination de masse ou allez à une de nos cliniques sans rendez-vous. Il y a suffisamment de cliniques de vaccination d'un bout à l'autre du district. Au plaisir de vous voir à l'une d'elles très bientôt. Nous vous attendons!

Sincèrement,

Lianne Catton, MD, CCFP-EM, MPH

Medical Officer of Health and Chief Executive Officer
Porcupine Health Unit

SOURIRE DE LA SEMAINE



réseau@presse
médias professionnels de l'info locale

FIER MEMBRE



Équipe

Steve Mc Innis

Directeur général et éditeur
smcinnis@hearstmedias.ca

Marie-Claude Chabot

Directrice adjointe/comptabilité
mmongrain@hearstmedias.ca

Jean-Philippe Giroux

Charles Ferron
Journalistes
journaliste@hearstmedias.ca

Chloé Villeneuve

Graphiste
cvilleneuve@hearstmedias.ca

Anouck Guay

Distribution
info@hearstmedias.ca

Guy Morin

Collaborateur

Manon Longval

Ventes
vente@hearstmedias.ca

Claire Forcier

Révisseuse bénévole

Suzanne Dallaire Côté

Claudine Locqueville

Chroniqueuses

Sites Web

lejournallenord.com

Journal électronique

lejournallenord.com (virtuel)

Facebook

fb.com/lejournallenord

Membres

APF

apf.ca

613 241-1017

Fondation

Donatien-Frémont

613 241-1017

Canadian Media Circulation

Audit

circulationaudit.ca

416 923-3567

Lignes agates marketing

anne@lignesagates.com

866 411-7487

Journal Le Nord

1004, rue Prince, C.P. 2648

Hearst (ON) PoL 1No

705 372-1011



Notre journal rectifiera toute erreur de sa part qui lui est signalée dans les 48 heures suivant la publication. La responsabilité de notre journal se limite, dans tous les cas, à l'espace occupé par l'erreur, pourvu que l'annonce en question nous soit parvenue avant l'heure de tombée. Il est interdit de reproduire le contenu de ce journal sans l'autorisation écrite et expresse de la direction. Nous reconnaissons l'aide financière du Gouvernement du Canada, par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques pour nos activités d'édition.

Prenez note que nous ne sommes pas responsables des fautes dans plusieurs des publicités du journal. Nombreuses sont celles qui nous arrivent déjà toutes prêtes et il nous est donc impossible de changer quoi que ce soit dans ces textes.

ISSN 1199-0805



Kapuskasing veille sur les évacués de Poplar Hill

Par Jean-Philippe Giroux

La ville de Kapuskasing a reçu 136 résidents en date du 19 juillet en provenance de la Première Nation de Poplar Hill, obligés de quitter leur communauté pour fuir les flammes du feu de forêt Red Lake 65. L'incendie est encore bien actif et est maintenant à environ sept kilomètres de la communauté.

Le chef des pompiers de Kapuskasing, Pat Kennedy, explique que l'équipe d'intervention essaie de garder les évacués sur le terrain le plus possible, mais ils peuvent bien sûr se rendre ailleurs en ville afin de faire du magasinage pour du linge ou d'autres produits non essentiels. Afin de les garder occupés, les enfants ont des jeux à leur portée. Il y a aussi un camion-restaurant dehors et les intervenants organisent plusieurs activités tels qu'une soirée cinéma ou une visite au parc d'eau.

Le chef des pompiers dit que le but est de s'assurer que les évacués se sentent bien dans la communauté lors d'une période qui peut être difficile pour certains des membres de Poplar

Hill. « Être dans une chambre de motel à journée longue, ça peut être long, on s'imagine », commente-t-il.

À l'heure actuelle, les priorités de la Municipalité de Kapuskasing sont d'offrir un endroit sécuritaire aux évacués et de prendre en considération leurs besoins de santé. « Lorsque le risque de feu est éliminé et sous contrôle, notre équipe de mesures d'urgence va faire des consultations avec le ministère des Richesses naturelles et travailler sur un plan de retour », précise le maire de la Ville de Kapuskasing, Dave Plourde.

Plusieurs des membres de Poplar Hill ne parlent que l'ojibwé, ce qui implique des efforts supplémentaires afin de communiquer avec les évacués. Heureusement, certains d'entre eux communiquent en anglais et agissent en tant que traducteurs entre les intervenants et le groupe d'évacués. En outre, le chef du conseil de Poplar Hill envoie des liaisons à Kapuskasing afin d'aider l'équipe sur le terrain à transmettre plus aisément l'information aux résidents.

Possibilité de contagion

Certains citoyens dans les villes du Nord-Est qui accueillent des évacués des communautés du Nord-Ouest sont inquiets que ces derniers puissent contracter la COVID-19 de passage dans leur ville et le rapporter dans leur communauté après la maîtrise des feux de forêt qui ravagent l'ouest de la province.

Selon les données du Bureau de santé du Nord-Ouest, il y a un cas actif de la COVID-19 dans la région sanitaire en date du 16 juillet.

L'infirmière en chef du Bureau de santé Porcupine, Chantal Riopel, clarifie que les évacués des Premières Nations, telles que Poplar Hill, devront respecter les mêmes mesures de précautions que les personnes d'ailleurs en province qui viennent visiter la région.

« Tout le monde a la responsabilité de se protéger et de protéger les autres autour d'eux », explique-t-elle. « Il y a plusieurs gens qui circulent dans nos communautés. Alors, on n'est pas plus inquiets que ce soit les gens des communautés qui viennent pour des raisons d'urgence. »

Les évacués ont l'occasion de se faire vacciner dans les communautés d'accueil, s'ils le souhaitent. « C'est un choix personnel », dit l'infirmière en chef. « S'ils veulent prendre le vaccin, ils vont être [les] bienvenus dans nos séances. »

Renforts du Mexique

Plus de 100 pompiers et employés de soutien du Mexique sont à Toronto depuis samedi pour lutter contre les feux de forêt dans le nord-ouest de l'Ontario. Les équipes mexicaines suivront une courte formation sur les incendies, la sécurité et les protocoles relatifs à la COVID-19 avant de monter dans le Nord.

Elles devront respecter les directives du médecin-hygiéniste en chef et resteront dans leur cohorte au cours de leur travail.

En date du 14 juillet, le gouvernement provincial a promulgué un décret d'urgence pour l'ensemble de la région du Nord-Ouest. Depuis la mise à jour du ministère des Richesses naturelles et des Forêts du 18 juillet, il y a 101 incendies actifs à travers le Nord-Ouest de l'Ontario et 13 dans l'Est ontarien.

Nord de l'Ontario : fonds pour la relance économique

Par Jean-Philippe Giroux

L'organisme fédéral responsable du développement économique du nord de l'Ontario, FedNor, investira 26,6 millions de dollars dans la croissance économique à long terme des créateurs d'emplois et les organisations qui les appuient par l'entremise du Fonds pour l'emploi et la croissance. FedNor accepte les demandes des parties admissibles du nord de l'Ontario dès aujourd'hui, soit les entreprises, les organisations autochtones, les organisations sans but lucratif et les partenaires du développement

économique communautaire.

Les activités admissibles aux financements incluent les projets qui appuient la transition vers une économie verte, qui favorisent une reprise inclusive des groupes sous-représentés et des minorités, qui aident les petites et moyennes entreprises (PME) dans leur transition au numérique ou qui consolident la capacité dans les secteurs essentiels telles que les activités d'accroissement d'échelle.

Les entreprises choisies pourront être admissibles à une contribution remboursable sans intérêts

pouvant atteindre 50 % des coûts admissibles. Les organisations à but non lucratif pourront recevoir des contributions non remboursables pouvant arriver à 90 % des coûts admissibles.

Le Fonds est lancé par la ministre du Développement économique et des Langues officielles et ministre responsable de FedNor,

Mélanie Joly. « Notre gouvernement a un plan pour mettre un terme à la lutte contre la COVID-19 et faire en sorte que nous ayons une relance économique résiliente qui crée de bons emplois et de la croissance pour toutes les Canadiennes et les Canadiens », communique-t-elle.



IG WEALTH MANAGEMENT

Tania Vaillancourt, conseillère financière
801 rue George, Hearst • 705 372-1826



- Investissements, REER
- Assurances vie, invalidité, maladies graves
- Hypothèques

- Planification fiscale et/ou successorale
- CELI - Compte épargne libre d'impôts
- REEE - Régime enregistré d'épargne-études

NORTHERN MONUMENTS DU NORD

Immortalisez vos êtres aimés !

Pour une vaste gamme de monuments et les compétences nécessaires pour les personnaliser, voyez votre expert.

Tél. : 705 372-5452 • Téléc. : 705 372-1321

Consultation gratuite à domicile

Transport par bus : « Ce système de transport est essentiel » - Carol Hughes

Par Jean-Philippe Giroux

Au printemps dernier, Greyhound Canada a pris la décision d'annuler toutes ses liaisons intérieures, privant les résidents de régions rurales et nordiques

d'un service de transport par autocar. Pour plusieurs de ces communautés, le transport terrestre est la seule option afin de voyager. Heureusement, le

service de transport de Ontario Northland est encore disponible pour les déplacements interprovinciaux par autocar. À la base, les mesures de

confinement ont limité les déplacements intérieurs, au point où la nouvelle de l'annulation de service n'est pas ressentie sur le coup. La députée fédérale de la circonscription Algoma-Manitoulin-Kapuskasing, Carol Hughes, croit que les effets négatifs seront ressentis lorsque la pandémie sera terminée.

« Les décideurs ont peut-être confondu cette absence de réaction avec un accueil favorable, mais à mesure qu'on lèvera les restrictions, on ressentira les répercussions de l'annulation de ces itinéraires », avance la députée.

Coupes de services

En 2018, Greyhound Canada a suspendu ses services dans l'Ouest canadien et les restrictions de voyage en lien à la pandémie ont causé une baisse de 95 % des volumes d'utilisateurs du service avant la suspension totale des déplacements en mai 2020.

« Greyhound Canada a pris la décision difficile de cesser ses activités liées à ses itinéraires restants en Ontario et au Québec, et elle cessera définitivement d'assurer des services au Canada à compter du 13 mai 2021 », est-il publié sur le site Internet de la compagnie de transport en commun.

Implication du gouvernement

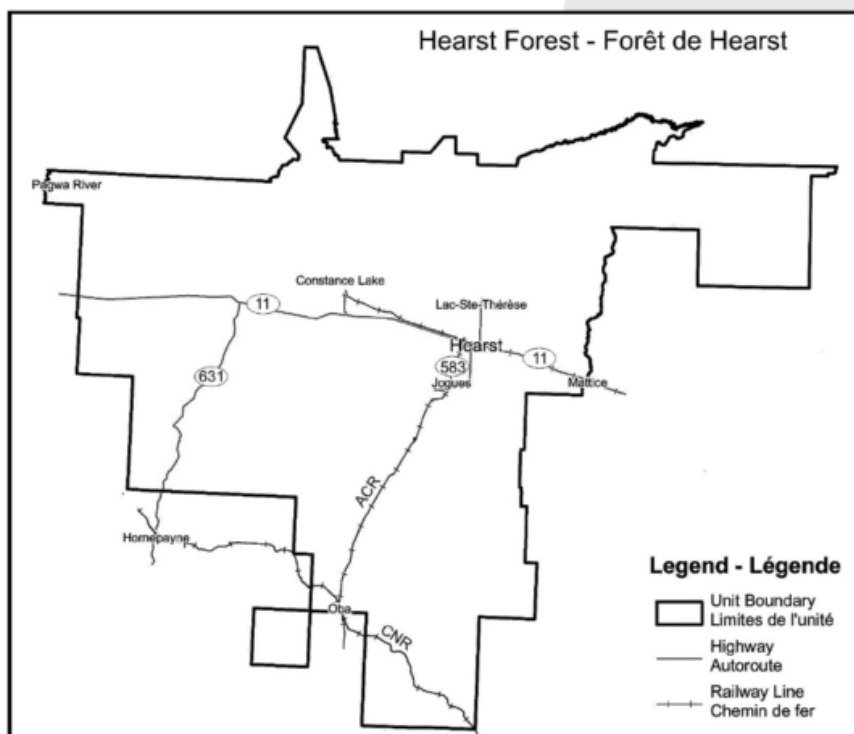
Hughes fait pression pour que le gouvernement fédéral intervienne afin d'éviter des coupures additionnelles des services de transport terrestre.

« Il est impératif de faire preuve de leadership dans des moments comme ceux-ci, où les forces du marché accentuent le fossé entre les habitants des grandes villes et les autres, surtout ceux qui vivent en milieu rural et dans le Nord, rapporte-t-elle. En l'absence de mesure incitative, les entreprises ne peuvent tout simplement pas desservir les petites villes. »

INSPECTION

Inspection d'un projet de vaporisation aérienne d'herbicide approuvé Hearst Forêt

Le **ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF)** de l'Ontario vous invite à inspecter un ou plusieurs projets de vaporisation aérienne d'herbicide approuvés par le MRNF. Dans le cadre des efforts que nous déployons continuellement en vue de régénérer et de protéger les forêts de l'Ontario, certains peuplements de la **forêt de Hearst** (voir la carte) recevront de l'herbicide dans le but de contrôler les espèces végétales concurrentes. La vaporisation commencera dans les environs du **1^{er} août 2021**.



La description et le plan approuvés du projet d'épandage aérien d'herbicide sont accessibles par voie électronique aux fins d'inspection publique en communiquant avec le **Hearst Forest Management Inc.** durant les heures normales d'ouverture et en visitant le site Portail d'information sur les richesses naturelles, à l'adresse <https://nrp.mnr.gov.on.ca/s/fmp-online?language=fr> du **2 juillet 2020 et jusqu'au 31 mars 2022** à l'expiration du calendrier de travail annuel.

Les personnes et les organismes intéressés et touchés peuvent organiser une rencontre à distance avec l'équipe du MRNF afin de discuter du projet de vaporisation aérienne d'herbicide. Pour en savoir plus, veuillez communiquer avec :

Pat Burrough, F.P.I.
Aménagiste forestier
Ministère des Richesses naturelles et des Forêts
Bureau de district de Hearst
613, rue Front, C.P. 670, Hearst (Ontario) P0L 1N0
tél. : 705 372-2201
courriel : pat.burrough@ontario.ca

Information in English: Pat Burrough 705-372-2201.

Dale Goodfellow, F.P.I.
Hearst Forest Management Inc.
1589, route 11 Ouest, C.P. 746
Hearst (Ontario) P0L 1N0
tél. : 705 362-4464
courriel : d_goodfellow@hearstforest.com



Photo : ontariorthland.ca

Hearst en bref : Xplornet, aéroport et politique sur l'accessibilité

Par Jean-Philippe Giroux

Le Conseil municipal de la Ville de Hearst a refusé la demande de Xplornet Communications Incorporated en vue d'installer de l'équipement de télécommunication sur le terrain du Parc J. D. Lévesque. Le refus est justifié par le fait que l'endroit de choix pour le projet « pourrait avoir un impact négatif sur l'aspect visuel des régions résidentielles et naturelles » des alentours.

Xplornet a offert une somme annuelle de 5 000 \$ pour l'installation des équipements, en assumant également les coûts de toute taxe foncière

associée au projet.

Subvention pour l'aéroport

Le Conseil municipal autorise la soumission d'une demande de subvention à la Société de gestion du fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario pour un montant total de 255 875 \$ afin de financer le projet de remplacement du système de distribution de carburant à l'Aéroport municipal René Fontaine. Le Conseil fournira une somme de 137 779 \$ à l'aéroport pour le reste des coûts du projet et s'engage à payer l'excédent, s'il y a des coûts

supplémentaires.

Le budget municipal 2021 de la Ville de Hearst réserve une contribution municipale de 325 000 \$ avec une allocation supplémentaire de 68 654 \$.

Politique municipale sur l'accessibilité

Le Conseil municipal adoptera la Politique sur l'accessibilité des Ontariens avec invalidités pour la Municipalité de Hearst afin de mettre à jour les politiques et pratiques de la ville en matière d'accessibilité, dont les politiques et procédures d'embauches. De plus, en vue de rendre son site Internet

accessible aux normes, la Ville de Hearst devra travailler avec une firme à des frais de service approximatifs de 10 000 \$.

Sommaire des permis de construction

À la fin du mois de juin, 53 permis de construction ont été délivrés, soit quatre de moins que comparativement à la même période l'année d'avant. La valeur de construction totale des émissions de permis est de 4,5 millions de dollars, soit 6,6 millions de dollars de moins qu'en juin 2020.

Le total des frais de permis est de plus de 24 000 \$.

La 11 en bref : rassemblements, vandalisme et consultation communautaire

Par Charles Ferron

Siège comblé

Lors de la dernière rencontre de la municipalité de Moonbeam, une nouvelle conseillère municipale a été nommée en remplacement de Ghislain Haché, qui avait quitté ses fonctions pour des raisons personnelles. Lors d'un vote unanime du reste du conseil, Hélène Le Saux a été choisie pour terminer le mandat actuel qui se poursuivra jusqu'en 2022.

Lors de cette rencontre, les membres du conseil ont également confirmé le retour en face à face lors de la prochaine réunion grâce aux nouvelles mesures sanitaires. L'endroit où les conseillers se rencontreront n'a toutefois pas encore été déterminé, mais devrait être annoncé dans les semaines à venir.

Événements en personne

L'organisation des prochaines festivités du centenaire de Kapuskasing pourrait être

facilitée par la troisième phase du déconfinement de la province. Selon le maire Dave Plourde, les plans actuels sont toujours de tenir des événements en personne au début septembre, incluant entre autres un concours de talents, des expériences culinaires et un spectacle de feux d'artifice.

Le comité organisateur se prépare tout de même à avoir l'option de faire ces célébrations en ligne si la situation sanitaire ne le permettait pas en personne. Avec l'année difficile que les résidents ont connue, Monsieur Plourde croit qu'il s'agirait d'une bonne occasion pour se regrouper. Le comité du 100e partagera plus de détails sur ces événements bientôt.

Dénouement prochain ?

Les recherches préliminaires pour tenter de retrouver la locomotive perdue dans un marécage entre Moonbeam et Fauquier-Strickland d'après une

légende urbaine locale n'ont pas été fructueuses pour l'instant, mais la situation pourrait changer prochainement.

Le 28 juin dernier, des fouilles ont eu lieu sans succès sur un périmètre de 100 mètres afin d'essayer de la localiser. Selon la mairesse de Moonbeam, Nicole Lévesque, les recherches se sont poursuivies depuis cette date et une structure qui pourrait correspondre à la locomotive semble avoir été identifiée.

Si le train est bel et bien découvert et déterré, Madame Lévesque espère l'exposer lors du centenaire de la municipalité l'an prochain, mais aucune décision n'a été prise pour l'instant.

Gestes condamnés

Le maire de Kapuskasing, Dave Plourde, a commenté les récents actes de vandalisme qui sont survenus dans la communauté alors que plusieurs arbres et enseignes ont été brisés. Monsieur Plourde a spécifié que la Ville a reçu

plusieurs messages à ce sujet dernièrement.

Selon lui, il est triste de voir ce genre de gestes commis, surtout considérant les efforts de nombreux membres de la Ville pour l'embellir. Il demande aux citoyens qui sont témoins de vandalisme de communiquer avec la police ou la municipalité pour enrayer ces actes.

Nouvelles idées

La Municipalité de Val Rita-Harty a tenu des consultations par Zoom afin de prendre les suggestions de la population. L'objectif est d'améliorer la communauté.

Les idées du public ont été soumises lors des deux séances en ligne qui se déroulaient le 19 juillet. L'administration avait mentionné, il y a quelques semaines, l'intention d'organiser ce genre de réunions plus régulièrement.

PPO : plusieurs plaintes mènent à une arrestation

Par Jean-Philippe Giroux

Un homme de 21 ans de la ville de Kapuskasing a été arrêté jeudi par la police pour conduite avec facultés affaiblies et conduite dangereuse. De plus, son permis de conduire a été suspendu et le véhicule a été remorqué et mis en fourrière.

Des membres du détachement de la Baie-James de la Police provinciale de l'Ontario ont reçu des plaintes concernant un véhicule à moteur conduisant de

manière périlleuse sur la rue Spruce, à Kapuskasing. La police a localisé le véhicule et a parlé au conducteur. Une enquête plus approfondie a révélé que le conducteur avait consommé des boissons alcoolisées.

L'accusé doit comparaître devant la Cour de justice de l'Ontario le 23 août 2021 à Kapuskasing.



Science Nord reçoit 8,9 millions en aide financière

Par Jean-Philippe Giroux

Le centre scientifique Science Nord reçoit un octroi de plus de 8,9 millions de dollars afin de soutenir sa programmation 2021-2022, la conception d'exposition et de contenu virtuel, les activités de maintenance ainsi que l'apprentissage

des élèves et du personnel enseignant en vue de la prochaine année scolaire. Grâce au fonds de 6,8 millions de dollars, Science Nord maintiendra ses activités et couvrira les frais de fonctionnement et d'administration. « Science Nord

joue un rôle essentiel dans l'économie touristique du Grand Sudbury et des collectivités du Nord de l'Ontario, en soutenant des milliers d'emplois, annonce le directeur général de Science Nord, Guy Labine. Ces fonds nous permettront de continuer à

offrir aux visiteurs des expériences sûres, des programmes et des activités de grande qualité et des possibilités d'apprentissage enrichissantes pour les personnes de tous âges. »

(suite à la page 9)

AVIS DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO

Enbridge Gas Inc. a déposé une requête en vue de renouveler son contrat de franchise avec la Ville de Hearst pour la distribution de gaz naturel.

Renseignez-vous. Donnez votre avis.

Enbridge Gas Inc. a déposé une requête auprès de la Commission de l'énergie de l'Ontario en vue d'obtenir :

- 1. une ordonnance approuvant le renouvellement d'un contrat de franchise de gaz naturel avec la Ville de Hearst qui octroierait à Enbridge Gas Inc. le droit de bâtir, d'exploiter et de développer un réseau de distribution de gaz naturel, et de distribuer, d'entreposer et de transporter du gaz naturel dans la Ville de Hearst pendant 20 ans;**
- 2. une ordonnance enjoignant et déclarant que le consentement des électeurs municipaux de la Ville de Hearst n'est pas nécessaire en ce qui a trait au contrat de franchise de gaz naturel.**

LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO TIENDRA UNE AUDIENCE PUBLIQUE

La Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO) tiendra une audience publique afin d'étudier la demande d'Enbridge Gas. À l'issue de cette audience, la CEO prendra une décision quant à l'approbation des requêtes déposées par Enbridge Gas.

La CEO est une agence publique indépendante et impartiale. Les décisions que nous prenons visent à servir au mieux l'intérêt public. Notre objectif est d'encourager le développement d'un secteur de l'énergie efficace et financièrement viable, afin d'offrir des services énergétiques fiables à un prix raisonnable.

CERTIFICATS DE COMMODITÉ ET DE NÉCESSITÉ PUBLIQUES

Toute personne souhaitant distribuer du gaz naturel en Ontario doit se conformer aux exigences de la *Loi sur les concessions municipales* (loi). Selon cette loi, toute personne qui prévoit de distribuer du gaz naturel dans une municipalité doit d'abord obtenir l'autorisation de la CEO, sous forme d'un certificat d'intérêt public et de nécessité (certificat). En cas de certificat délivré par la CEO pour une zone dans laquelle il n'existe pas de service de distribution de gaz naturel, une autre personne peut déposer une demande de certificat afin de desservir cette zone.

RENSEIGNEZ-VOUS ET DONNEZ VOTRE AVIS

Vous avez le droit d'être informé au sujet de cette requête et de participer au processus.

- Vous pouvez examiner la requête déposée par Enbridge Gas. sur le site Web de la CEO dès maintenant.
- Vous pouvez déposer une lettre de commentaires qui sera prise en compte au cours de l'audience.
- Vous pouvez participer activement au processus (à titre d'intervenant). Inscrivez-vous au plus tard le **3 août 2021**, faute de quoi l'audience aura lieu sans votre participation et vous ne recevrez plus d'avis dans le cadre de ce dossier.
- Vous pourrez consulter la décision rendue par la CEO à l'issue de la procédure ainsi que les motifs de sa décision sur notre site Web.

La CEO n'a pas l'intention de prévoir une allocation des dépenses pour cette audience.

EN SAVOIR PLUS

Le numéro de référence de cette demande est **EB-2021-0195**. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette audience, sur les démarches à suivre pour déposer une lettre avec vos commentaires ou pour participer en tant qu'intervenant, ou encore pour consulter les documents relatifs à ce dossier, veuillez entrer le numéro de référence **EB-2021-0195** sur le site Web de la CEO : www.oeb.ca/participez. Pour toute question, vous pouvez également communiquer avec notre centre d'information du public au 1 877 632-2727.

AUDIENCES ORALES OU AUDIENCES ÉCRITES

Il existe deux types d'audiences à la CEO : les audiences orales et les audiences écrites. La CEO souhaite traiter cette requête par voie d'audience écrite. Si vous pensez qu'une audience orale est nécessaire, vous pouvez faire part de vos arguments par écrit à la CEO au plus tard le **3 août 2021**.

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Si vous écrivez une lettre de commentaires, votre nom et le contenu de cette lettre seront ajoutés au dossier public et au site Web de la CEO. Toutefois, votre numéro de téléphone, votre adresse de domicile et votre adresse électronique ne seront pas rendus publics. Si vous représentez une entreprise, tous les renseignements de l'entreprise demeureront accessibles au public. Si vous participez à titre d'intervenant, tous vos renseignements personnels seront rendus publics.

Cette audience sera tenue en vertu des articles 9(3) et 9(4) de la *Loi sur les concessions municipales*, L.R.O. 1990, chap. M55.



Ontario

Ontario
Energy
Board | Commission
de l'énergie
de l'Ontario

Science Nord reçoit 8,9 millions en aide financière (suite)

Par Jean-Philippe Giroux

En outre, le centre scientifique du Nord de l'Ontario encaisse 1,1 million de dollars du ministère de l'Éducation pour le déroulement des programmes d'été en juillet et août.

Le reste des investissements iront dans des projets

spécifiques : 850 000 \$ pour améliorer ses salles d'activités et d'expositions, 150 000 \$ pour le développement et la promotion de l'exposition Génie autochtone et environ 55 000 \$ pour le programme de camp d'été. « Ce soutien permettra à Science

Nord de recommencer à faire ce qu'il fait le mieux : offrir des expériences éducatives sûres et amusantes aux familles de l'Ontario », commente la ministre des Industries du patrimoine, du Sport, du Tourisme et de la Culture de

l'Ontario, Lisa MacLeod.

L'intérieur du centre des sciences de Sudbury est ouvert depuis le 16 juillet.



ONTARIO ENERGY BOARD NOTICE

Enbridge Gas Inc. has applied to renew its natural gas franchise agreement with the Town of Hearst.

Learn more. Have your say.

Enbridge Gas Inc. has applied to the Ontario Energy Board for:

- 1. An order approving the renewal of a natural gas franchise agreement with the Town of Hearst which would grant to Enbridge Gas Inc. the right to construct, operate and add to the natural gas distribution system and to distribute, store and transmit natural gas within the Town of Hearst for a period of 20 years.**
- 2. An order directing and declaring that the assent of the municipal electors of the Town of Hearst is not required in relation to the natural gas franchise agreement.**

THE ONTARIO ENERGY BOARD WILL HOLD A PUBLIC HEARING

The Ontario Energy Board (OEB) will hold a public hearing to consider Enbridge Gas's application. At the end of this hearing, the OEB will decide whether to grant Enbridge Gas's requests.

The OEB is an independent and impartial public agency. We make decisions that serve the public interest. Our goal is to promote a financially viable and efficient energy sector that provides you with reliable energy services at a reasonable cost.

CERTIFICATES OF PUBLIC CONVENIENCE AND NECESSITY

In order to distribute natural gas in Ontario, a person must comply with the requirements of the *Municipal Franchises Act* (Act). This Act requires that a person that intends to distribute natural gas within a municipality must first receive approval from the OEB, in the form of a certificate of public convenience and necessity (certificate). Where the OEB has issued a certificate for an area but there is currently no natural gas distribution service, another person can apply for a certificate to serve that area.

BE INFORMED AND HAVE YOUR SAY

You have the right to information regarding this application and to be involved in the process.

- You can review the application filed by Enbridge Gas on the OEB's website now
- You can file a letter with your comments, which will be considered during the hearing
- You can become an active participant (called an intervenor). Apply by **August 3, 2021** or the hearing will go ahead without you and you will not receive any further notice of the proceeding
- At the end of the process, you can review the OEB's decision and its reasons on our website

The OEB does not intend to provide for an award of costs for this hearing.

LEARN MORE

Our file number for this application is **EB-2021-0195**. To learn more about this hearing, find instructions on how to file a letter with your comments or become an intervenor, or to access any document related to this case, please enter the file number **EB-2021-0195** on the OEB website: www.oeb.ca/participate. You can also phone our Public Information Centre at 1-877-632-2727 with any questions.

ORAL VS. WRITTEN HEARINGS

There are two types of OEB hearings—oral and written. The OEB intends to proceed with this application by way of a written hearing. If you think an oral hearing is needed, you can write to the OEB to explain why by **August 3, 2021**.

PRIVACY

If you write a letter of comment, your name and the content of your letter will be put on the public record and the OEB website. However, your personal telephone number, home address and e-mail address will be removed. If you are a business, all your information will remain public. If you apply to become an intervenor, all information will be public.

This hearing will be held under section 9(3) and 9(4) of the Municipal Franchises Act, R.S.O. 1990, c. M.55.



Ontario
Energy
Board | Commission
de l'énergie
de l'Ontario

Devoir de mémoire : un exposé du racisme dans le domaine de la santé

Par Jean-Philippe Giroux

Après quatre ans de recherche et de réalisation, le documentaire *Devoir de mémoire* - un projet sur le racisme systémique, le colonialisme et les traumatismes subis par les autochtones dans le système de santé canadien - est sorti et disponible gratuitement en ligne. Pour le producteur et réalisateur du documentaire, Dr Ewan Affleck, le film est sa manière de contribuer aux efforts de réconciliation. Il relève le fait que les gens discutent des problèmes en lien aux pensionnats pour Autochtones, mais très peu de liens sont établis entre les injustices au sein des autres institutions canadiennes, dont les hôpitaux.

Dr Affleck pratique la médecine dans les Territoires et le Nunavik depuis 30 ans. Au fil de sa carrière, il a remarqué qu'il y a un écart entre la manière dont se font soigner les autochtones et allochtones dans les établissements de santé au pays. Il a aussi

constaté que le système en question est utilisé « à des fins autres que les soins de santé », plus précisément un outil d'assimilation des Premières Nations, Métis et des Inuits.

« Au début de ma carrière, j'ai pensé que tous les citoyens canadiens étaient traités également et puis que notre système de santé était le meilleur au monde, confesse-t-il. Mais, j'ai appris graduellement que ce n'est pas la vérité. »

Cinq parcours, un problème

Le documentaire inclut cinq capsules qui relatent l'expérience de cinq personnes issues de communautés autochtones. Chaque section traite d'une période de la vie spécifique : la naissance, l'enfance, l'adolescence, l'âge adulte et la vieillesse. « Nous avons fait le tour et avons trouvé des histoires qui correspondent aux [périodes] de vie », explique le producteur.

Il aborde la stérilisation forcée, le suicide et l'abus de la personne dans les établissements de santé. Chaque court-métrage a une approche artistique distincte. À titre d'exemple, la section de l'enfance raconte l'expérience d'un homme qui a été victime d'abus physiques, psychologiques et sexuels dans un hôpital lorsqu'il était jeune enfant. Afin de raconter le récit, une bande dessinée accompagne la narration de l'homme qui témoigne des sévices qu'il a subis.

Les personnages principaux ont été choisis minutieusement. Le Dr Affleck mentionne qu'il y avait beaucoup de récits à considérer. Mais le réalisateur a décidé d'y aller avec des individus qui étaient à l'aise de parler ouvertement de leur histoire. « J'ai passé un an avec eux à établir un lien de confiance et une relation pour m'assurer qu'ils étaient confiants et à l'aise, parce que les histoires sont difficiles et traumatisantes », raconte-t-il.

santes », raconte-t-il.

Au-delà du cinéma

Dr Affleck a présenté l'idée du documentaire à l'Association médicale canadienne dans le but de créer un projet éducatif sur le racisme dans le domaine de la santé. Sur le site Internet du film, on peut trouver une trousse à outils qui inclut des ressources éducatives à étudier après le visionnage. Il souhaite que les écoles de médecine utilisent le documentaire en vue d'enseigner l'histoire médicale du Canada du point de vue des autochtones.

« Le film est un début, dit-il. C'est une façon de rentrer dans un espace pour commencer à réimaginer l'histoire de nos relations [avec] les Métis, Premières Nations et Inuits. On espère que, si les personnes regardent le film, après ça, elles peuvent utiliser la trousse pour commencer à étudier les sujets avec plus de profondeur. »

Refuge animalier : annulation de projet à la suite de plaintes

Par Jean-Philippe Giroux

Tel que mentionné dans la dernière édition du journal Le Nord, la demande de modification de zonage à l'intersection de Cloutier Sud et la route 11, soumise en vue de construire un refuge animalier pour l'organisme de bienfaisance Retrouvailles d'animaux Hearst, a été annulée, à la suite de plusieurs plaintes des voisins qui ont manifesté leur désaccord par rapport au projet.

Le 1er juin, la Ville de Hearst a diffusé un avis de réunion publique concernant la demande en question pour avoir l'opinion du public, que ce soit positif ou négatif. La Municipalité a reçu cinq lettres de plainte et un avis d'annulation à l'écrit.

Parmi les plaintes, les voisins ont fait mention de la présence du chenil d'animaux Chews and Snooze qui pose déjà certains problèmes de bruit dans le quartier. Un des voisins qui a présenté une lettre au Conseil municipal de la Ville de Hearst a dit qu'il se fait régulièrement réveiller par les aboiements de chiens. De plus, par le passé, des chiens se sont échappés du

chenil, créant un danger pour les membres du voisinage, surtout les enfants.

Un autre voisin a mentionné le fait que la construction d'un refuge animalier pourrait réduire la valeur de sa propriété au long terme et rendre la vente de leur propriété plus difficile compte tenu de la pollution sonore.

En juin, la fondatrice de Retrouvailles d'animaux Hearst, Marie-Josée Boucher, a mentionné que le procédé de consultation public lui faisait peur. Toutefois, elle a dit qu'une annulation de projet n'allait pas freiner sa recherche. La prochaine étape est de trouver un nouveau lot, préférablement avec un accès à l'électricité et des services d'eaux et d'égouts.

Le 26 mai, la construction du refuge a été approuvée par la Ville de Hearst par l'entremise d'une motion de modification de zonage. Le projet devait héberger jusqu'à dix chiens et autour de 15 chats à la fois.

L'organisme tentera de trouver un nouvel endroit pour la construction du refuge dans les limites de la ville de Hearst.

CSPNE : nomination de Joël McLean

Par Jean-Philippe Giroux

Joël McLean sera le nouveau directeur et leader de l'efficacité des écoles au sein du Conseil scolaire public du Nord-Est (CSPNE) de l'Ontario, en date du 16 août 2021. Il remplace madame Pauline Plutino qui a accepté un poste au ministère de l'Éducation.

« La candidature de Joël McLean répond aux attentes et aux besoins de l'équipe pédagogique ainsi que la vision d'amélioration continue du CSPNE », commente le directeur de l'éducation associé, Yves Laliberté.

En 1997, Monsieur McLean a commencé sa carrière en tant qu'enseignant des sciences et de chimie. Il exerce la profession de directeur d'école depuis une quinzaine d'années. Il est un coach certifié et bien reconnu à l'échelle provinciale par l'Association des directions et des directions adjointes des écoles franco-ontariennes.

« Il apporte avec lui un riche bagage d'expériences d'accompagnement qui mise sur la poursuite de l'excellence et qui l'aidera à contribuer activement à nos initiatives tout en appuyant l'apprentissage des élèves qui

fréquentent les écoles de l'ensemble de notre territoire », affirme le directeur de l'éducation.

Le Conseil scolaire public du Nord-Est offre une éducation de langue française dans sept communautés, dont Iroquois Falls, Kapuskasing et Hearst via l'école Passeport Jeunesse.



Photo : CSPNE

Joël McLean, le nouveau directeur et leader de l'efficacité des écoles au sein du Conseil scolaire public du Nord-Est (CSPNE) de l'Ontario



UNE TIQUE QUI REND ALLERGIQUE À LA VIANDE?

Par Laurie Noreau - Agence Science-Presse



La saison du barbecue bat son plein, mais pour certains, manger un hamburger ne serait plus possible à cause d'une allergie à la viande. Est-il possible qu'une tique soit responsable de cette allergie? Le Détecteur de rumeurs a vérifié.

La coupable

La rumeur est fondée. Et la coupable n'est pas tant la tique qu'une molécule : l'alpha-gal. Il s'agit d'un sucre, qui est présent dans l'intestin et la salive d'une espèce appelée la tique étoilée. Lors d'une piqure, cette molécule est introduite dans la circulation sanguine de la victime. En réaction à cet intrus, le corps produit des anticorps pour s'en débarrasser.

Si la plupart des mammifères produisent l'alpha-gal (dont les cerfs, cibles fréquentes de cette tique), l'humain est l'exception. On en retrouve dans son système digestif, mais pas dans sa circulation sanguine. C'est pourquoi notre système immunitaire considère l'alpha-gal comme un ennemi à combattre quand il se retrouve dans le sang.

Le problème : la viande rouge contient aussi de l'alpha-gal. Après avoir ingéré un bon steak, le corps d'une personne piquée par cette tique entre donc en mode défensif quand il fait à nouveau face à cet « ennemi ». Les effets indésirables peuvent survenir de trois à sept heures après le repas, quand le processus de digestion est bien avancé, et causer de l'urticaire, de l'enflure, des vomissements, de la diarrhée et même un choc anaphylactique.

La bonne nouvelle pour les carnivores : cela concerne uniquement la viande provenant des mammifères. Le porc, le bœuf et l'agneau doivent donc être évités, mais le poulet, la dinde et le poisson peuvent continuer de faire partie de l'alimentation puisqu'ils ne produisent pas d'alpha-gal.

Cependant, d'autres produits d'origine animale contiennent cette molécule et peuvent aussi provoquer une réaction allergique, y compris certains médicaments, des cosmétiques, la gélatine et les produits laitiers.

Si la tique étoilée était surtout présente dans le sud-est des États-Unis, les populations se déplacent de plus en plus vers le nord en raison des changements climatiques, de l'urbanisation et de la déforestation. Quelques spécimens ont déjà été identifiés au Québec et en Ontario.

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) met d'ailleurs en garde contre les tiques adventices, c'est-à-dire les insectes qui se retrouvent très loin de leur aire de répartition géographique habituelle. « Une tique peut s'accrocher à un oiseau pour prendre son repas de sang et voyager avec ce dernier pendant plusieurs jours. À la fin de son repas, la tique se détache, mue et repart à la recherche d'un nouvel hôte dans son nouvel environnement, qui peut parfois se situer à plusieurs centaines de kilomètres de son lieu d'origine. »

Les tiques faisaient de toute façon déjà l'objet d'une surveillance accrue puisqu'elles peuvent transmettre la maladie de Lyme. Il faudra maintenant y ajouter l'allergie à la viande.

Verdict

Oui, une tique peut vraiment provoquer une allergie à la viande. Ce ne sont toutefois pas toutes les tiques qui le peuvent. Quant à la responsable, le Québec ne fait pas partie de son territoire habituel. Mais si la tendance se maintient, ce n'est qu'une question de temps.



DES TRUITES ACCROS AUX DROGUES!

Par Kathleen Couillard Agence Science-Presse

La consommation de méthamphétamines aurait non seulement des conséquences graves sur la santé humaine, mais aussi des effets inattendus sur la vie aquatique.

Lorsqu'une personne consomme des méthamphétamines, une partie fait son chemin vers les eaux usées, rapporte The New Scientist. Les usines de traitement ne sont toutefois pas équipées pour traiter ce

genre de substance. Résultat : la drogue se retrouve dans les cours d'eau.

Des chercheurs de la République tchèque ont voulu connaître l'effet sur la flore aquatique. Ils ont placé des truites dans un bassin rempli d'eau contenant des méthamphétamines à des concentrations similaires à celles se trouvant dans les cours d'eau pendant 8 semaines. Même après une période de sevrage, ces truites continuaient d'être attirées par l'eau renfermant la drogue. Leur cerveau contenait également des traces de méthamphétamines. Puisque ces truites étaient moins actives que les autres, les chercheurs croient que la présence de cette substance dans les cours d'eau pourrait diminuer leurs chances de survivre et de se reproduire. Des observations qui démontrent l'effet possible de certains problèmes sociaux sur l'environnement.

Loi sur l'équité salariale : il en faudra plus pour atteindre l'équité réelle

Ericka Muzzo – Francopresse

Adoptée en décembre 2018, la Loi sur l'équité salariale du gouvernement fédéral entrera en vigueur le 31 août prochain. Visant les quelque 900 000 travailleurs sous réglementation fédérale au pays, soit environ 6 % de la main-d'œuvre canadienne, cette Loi est qualifiée par plusieurs de « pas dans la bonne direction ». D'après les personnes interrogées, il en faudra toutefois davantage pour atteindre réellement l'équité salariale au Canada.

« Atteindre l'équité salariale au Canada, c'est quand même une grosse tâche. [La Loi] aidera à l'atteinte de l'équité salariale, sans aucun doute, mais pour l'atteindre on a encore du chemin à faire », stipule d'emblée Eve-Lyne Couturier, chercheuse à l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS).

La Loi sur l'équité salariale, appuyée par le Règlement sur l'équité salariale, prévoit qu'à partir du 31 août 2021 « les employeurs qui comptent dix employés ou plus auront trois ans pour élaborer et mettre en œuvre leur plan proactif d'équité

salariale ».

Cela s'applique uniquement aux milieux de travail sous réglementation fédérale, « y compris les secteurs public et privé fédéraux, les milieux de travail parlementaires et les cabinets du premier ministre et des ministres », précise Emploi et Développement social Canada par voie de communiqué. « Pour s'assurer que la Loi est bien adaptée aux milieux de travail gérés par des corps dirigeants autochtones relevant de la compétence fédérale, la Loi et le Règlement ne s'appliqueront pas automatiquement à ces corps dirigeants en tant qu'employeurs. Ils ne seront pas assujettis à l'application de la Loi jusqu'à une date que le gouverneur en conseil pourrait fixer par décret », ajoute le ministère.

« La règle devrait être pour tout le monde »

À l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC), l'annonce de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale a été accueillie avec enthousiasme, mais aussi avec circonspection.

« C'est définitivement une

annonce qu'on attendait. L'AFFC mène l'Écho des femmes chaque 8 mars — on en était cette année à notre 4e édition — pour mettre de l'avant l'importance de l'équité salariale. Surtout que le sujet est encore plus important aujourd'hui avec la pandémie, parce qu'on sait que les femmes sont souvent dans des rôles ou des emplois sous-payés par rapport à leur travail », indique la directrice générale de l'organisme, Soukaina Boutiyeb. « C'est une Loi qui, à mon avis, aurait dû être faite bien avant », enchaîne la directrice générale de l'AFFC, qui déplore que la Loi ne s'applique pas à l'ensemble de la population.

« Une Loi sur l'équité salariale, l'idée c'est qu'elle doit être là pour tous les Canadiens et les Canadiennes. Peu importe l'emploi qu'une personne occupe, elle devrait être payée aux mêmes compétences et au même travail que son homologue masculin, que ce soit dans une institution qui a 10 employés ou moins. Donc c'est un pas en avant, mais la règle devrait être pour tout le monde », soutient encore Soukaina

Boutiyeb.

Inspirer les provinces et territoires à en faire plus

Étant donné qu'un nombre restreint d'industries et de milieux de travail sont soumis à la réglementation fédérale, les provinces et territoires ont également leur rôle à jouer dans la mise en place de réglementation pour atteindre l'équité salariale. Eve-Lyne Couturier, de l'IRIS, espère que la Loi fédérale permettra de renforcer les lois sur l'équité salariale existantes dans les différentes régions du pays — « qui varient et qui invitent au perfectionnement avec le temps », précise la chercheuse.

« La Loi fédérale ressemble beaucoup à celle du Québec, qui n'est pas la pire des lois sur l'équité salariale, même s'il y a beaucoup de travail à faire. Mais si toutes les provinces s'alignaient sur le fédéral, sur le Québec, ça serait déjà un pas dans la bonne direction. En même temps, c'est sûr qu'il y a des angles morts dans ce qu'on a vu au Québec qui seront répliqués au fédéral », souligne Eve-Lyne Couturier.



Des millions de personnes en Ontario ont reçu le vaccin contre la COVID-19.

**À vous de jouer!
Faites-vous vacciner!**

Les vaccins approuvés par Santé Canada sont administrés dans des hôpitaux, des cabinets de médecin, des pharmacies et des centres de vaccination de masse. Et chaque dose administrée est un pas de plus vers la vie que nous avions avant.

Prenez rendez-vous dès aujourd'hui, sur le site ontario.ca/rendezvousvaccin ou en téléphonant au 1 888 999-6488 pour obtenir de l'aide dans 300 langues différentes.

Payé par le
gouvernement de l'Ontario

Ontario 

MOT CACHÉ

U	G	B	E	R	G	E	R	I	E	U	M	N	I	S	S	U	O	P	T
E	A	E	I	R	E	H	C	R	O	P	E	A	T	R	U	I	E	F	E
L	T	E	V	O	L	A	I	L	L	E	M	R	R	E	X	C	A	L	
A	R	U	P	R	E	I	M	U	F	D	G	E	E	C	U	S	U	I	E
E	A	A	O	U	L	A	P	I	N	O	L	I	U	A	A	N	O	S	C
R	C	E	U	A	O	L	B	I	R	L	P	R	M	N	O	S	B	A	R
E	T	N	L	E	A	R	D	E	I	A	I	G	T	P	E	S	N	O	
C	E	G	E	V	E	U	T	A	L	E	N	L	U	N	R	M	U	I	P
H	U	A	E	B	A	E	P	C	R	A	I	O	E	E	O	A	A	F	N
E	R	H	I	E	R	F	J	F	B	E	M	E	E	G	T	H	I	H	S
V	C	S	R	U	E	A	U	O	R	V	S	G	E	L	A	A	C	R	C
R	P	U	T	R	R	E	V	N	A	S	H	A	R	R	E	M	B	O	E
E	A	O	M	S	O	I	E	C	I	E	E	G	U	A	U	V	O	L	C
T	L	I	U	B	N	I	H	N	R	T	E	R	R	E	I	T	A	R	E
C	E	E	B	L	H	E	E	B	T	N	E	M	U	J	N	N	L	G	F
R	C	L	E	C	A	G	E	N	I	O	F	L	A	I	T	B	O	U	E
O	R	L	U	G	D	I	N	D	O	N	E	G	A	R	U	T	A	P	C
L	E	I	R	D	R	A	N	A	C	O	Q	P	R	A	I	R	I	E	E
I	M	A	R	E	U	Q	I	G	O	L	O	I	B	E	N	C	L	O	S
S	E	C	E	P	O	U	L	A	I	L	L	E	R	L	I	A	T	E	B

Thème : À LA FERME/6 lettres

A	Céréale	Émeu	Jument	Poussin
Agneau	Champ	Enclos	L	Prairie
Animaux	Cheval	Étable	Lait	S
Auge	Chèvre	F	Lapin	Sanglier
B	Chien	Faisan	M	Silo
Bergerie	Clapier	Fermier	Marcassin	T
Bétail	Clôture	Foin	Mouton	Taureau
Beurre	Cochon	Fromage	O	Terre
Biologique	Coq	Fumier	Œufs	Tracteur
Bœuf	Crème	G	P	Traire
Bouc	Culture	Génisse	Paille	Troupeau
Boue	D	Goret	Pâturage	Truie
Bovin	Dinde	Grain	Porcelet	V
Brebis	Dindon	H	Porcherie	Vache
C	E	Herbe	Poulailler	Veau
Caille	Écurie	J	Poulain	Volaille
Canard	Élevage	Jars	Poule	

REPAS À EMPORTER
BOUCHERIE
ÉPICERIE

MAINTENANT OUVERT
LE DIMANCHE POUR
MIEUX VOUS SERVIR !



Pour repas à emporter ou autres informations : 705 362-4517

On me demande souvent pourquoi je n'ai pas de tatouage. Je réponds : « As-tu déjà vu une Ferrari avec des autocollants ? »



Réponse du mot caché : GRANGE

Spaghettis aux asperges et aux crevettes



INGRÉDIENTS

- 450 g (1 lb) d'asperges, parées
- 340 g (3/4 lb) de petites crevettes décortiquées
- 340 g (3/4 lb) de spaghettis
- 1 échalote française, hachée
- 1 gousse d'ail, hachée
- 30 ml (2 c. à soupe) de beurre non salé
- 180 ml (3/4 tasse) de crème 35 %
- 1 branche de thym (facultatif)
- 1 citron, pour le zeste
- 15 ml (1 c. à soupe) de jus de citron

PRÉPARATION

1. Dans une casserole d'eau bouillante salée, cuire les asperges 2 minutes. À l'aide d'une écumoire, les retirer et les refroidir dans un bain d'eau glacée. Couper les asperges refroidies en deux sur la longueur, puis en tronçons biseautés.

2. Dans la même casserole, cuire les crevettes 1 minute dans l'eau. À l'aide de l'écumoire, les retirer et les réserver sur une assiette.

3. Dans la même casserole toujours, cuire les pâtes très al dente, soit environ 6 minutes (ou 1 minute de moins que les indications du fabricant sur l'emballage).

4. Entretemps, dans une poêle à feu moyen-élevé, attendrir l'échalote et l'ail dans le beurre. Ajouter la crème et le thym, si désiré, puis laisser mijoter 5 minutes. Saler et poivrer. Retirer la branche de thym.

5. Prélever 250 ml (1 tasse) d'eau de cuisson. Égoutter les pâtes. Remettre les pâtes dans la casserole.

6. Y ajouter le mélange de crème et l'eau de cuisson des pâtes. Bien enrober les pâtes de la sauce et cuire 1 minute. Ajouter les asperges, les crevettes, le zeste et le jus de citron. Remuer jusqu'à ce que le mélange soit bien chaud. Rectifier l'assaisonnement. Servir aussitôt.



SUDOKU

					1			2
			8	6			7	
				4			1	9
	6	4	7					
8						5		7
	9	5						
6	2			5				4
	4		1			2		
		1		9				8

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

RÉPONSE DU JEU N° 727

8	9	7	4	6	2	1	3	5
5	3	2	9	8	1	7	4	6
4	6	1	7	5	3	8	2	9
9	2	3	8	1	4	5	6	7
7	4	5	6	3	9	2	1	8
1	8	6	5	2	7	4	9	3
6	1	8	3	4	5	9	7	2
3	7	4	2	9	8	6	5	1
2	5	9	1	7	6	3	8	4



SERVICES DE COUNSELLING
HEARST - KAPUSKASING - SMOOTH ROCK FALLS
COUNSELLING SERVICES

POSTE À POURVOIR

Conseillère AIVO et responsable du développement communautaire

Les Services de Counselling de Hearst, Kapuskasing et Smooth Rock Falls est un organisme communautaire francophone qui contribue à améliorer la santé mentale, le bien-être et la sécurité de sa clientèle par des soins et services de qualité dans les deux langues officielles. Nous sommes présentement à la recherche d'un(e) professionnel(le) pour joindre notre équipe multidisciplinaire dynamique et centrée sur les besoins de la clientèle.

Type d'emploi : Permanent, temps plein (35 heures par semaine)

Lieu de travail : Bureau de Hearst

DESCRIPTION

- Offrir des services d'intervention et de soutien auprès des victimes lors des références de la police et autres services d'urgence
- Assister la superviseuse AIVO avec les priorités/dossiers de travail de ce programme (ex. encadrement des bénévoles, promotion du programme, planifier conférence annuelle, etc.)
- Responsable de développer des outils de promotion, et d'organiser des activités et des événements communautaires afin de promouvoir une société exempte de violence

COMPÉTENCES REQUISES

- Détenir un diplôme d'étude en travail social, psychologie ou dans un autre domaine connexe des sciences humaines
- Minimum de trois (3) ans d'expérience dans le domaine de la relation d'aide
- Compétence démontrée en coordination de projets liés aux communications ou à la promotion
- Compétence démontrée au niveau de l'intervention de crise et le soutien auprès des victimes de violence
- Capacité démontrée de gérer son stress et à s'adapter à des changements continus
- Capacité d'effectuer des présentations publiques
- Facilité à maintenir et tisser des liens avec les partenaires communautaires
- Capacité à être disponible sur appel et de travailler selon un horaire variable pouvant inclure les soirées et les fins de semaine
- Le bilinguisme (français/anglais), oral et écrit est essentiel
- Un permis de conduire valide ainsi qu'un moyen de transport, requis
- Capacité d'utiliser un ordinateur et connaissance des programmes Windows et Microsoft, un atout

Ce poste offre un salaire compétitif, des avantages sociaux et un régime de retraite selon la convention collective en vigueur.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur demande d'emploi au plus tard **le vendredi 30 juillet 2021** à l'attention de :

M. Steve Fillion, M.S.S.

Directeur général

29, av. Byng, Bureau 1

Kapuskasing (Ontario) P5N 1W6

Téléphone : 705 335-8468 Télécopieur : 705 337-6008



BLUEBIRD BUS LINE

School Bus and Charter Service

Call us for your free quotation! - 705-335-3341

BlueBird Bus Line

est à la recherche

de conducteurs d'autobus scolaires et de moniteurs

à temps plein et à temps partiel

pour la région de **HEARST**

Envoyez votre CV et 2 références par courriel :

office@bluebirdbusline.com

ou communiquez avec nous par téléphone au 705 335-3341.

BlueBird Bus Line

is now hiring

School Bus Drivers & Monitors

Full Time & Spare/On call positions available

For the **HEARST** area

Forward your resume and 2 references by email:

office@bluebirdbusline.com

Or contact us by telephone: 705 335-3341.



Naissance

Félix-Antoine Longval

est né le 17 juillet 2021 à Timmins. Il pesait 5 livres et 13 onces et mesurait 18,5 pouces. Il est le fils de Claudine Gauvin et Marc-André Longval. Il est le petit-fils de Manon et Gilles, Lise et François ainsi que Sylvain et Johanne. Il est l'arrière-petit-fils de Marcel et Georgette Longval.

Evolugen

Vous allez sur l'eau?

ATTENTION !

Les conditions de l'eau peuvent changer rapidement à proximité des barrages.



**Restez à l'écart
des barrages
et respectez les
avertissements.**



1.877.986.4364

ontario.info@evolugen.com

evolugen.com/fr/securite

Offre d'emploi

Stagiaire - Conseiller services aux entreprises

Centre de services de Longlac



Affichage complet : cassealliance.com/carriere

Statut d'employé : Stagiaire, poste contractuel, temps plein, 35h/semaine

Durée : Le programme stagiaire offre un poste d'une durée de un an avec possibilité de permanence

Formation : Formation en milieu de travail sera fournie

Rémunération : 46 297 \$

Date d'échéance : le 26 juillet 2021 à 16 h



Votre bonheur est capital

HUMAINS • DISPONIBLES • BRANCHÉS

NÉCROLOGIE



Denise Lambert

Nous avons le regret d'annoncer le décès de Mme Denise Lambert (née Arseneault) le mercredi 14 juillet 2021 à Hearst à l'âge de 79 ans. Elle laisse dans le deuil Marius Lambert et ses 3 enfants : Michel (Anne), Carole (Gaëtan) et Victor, tous de Hearst. Elle laisse également dans le deuil ses 5 petits-enfants : Steven, Miguel, Marie-Pier, Yan et Samuel ; ainsi que ses 2 sœurs : Rita de Montréal et Marie-Claire de La Sarre. Elle fut précédée dans la mort par ses parents Léopold et Victoria (née Tremblay) ; ses 3 frères : Lucien, Léopold et Gérard ainsi que sa sœur : Lucienne. On décrit Denise comme une personne rieuse et joueuse de tours. Elle était gentille, serviable et aussi elle aimait aider les autres. D'ailleurs, Denise aimait beaucoup participer aux activités du Foyer des Pionniers, surtout jouer au bingo. Un service privé a eu lieu le mardi 20 juillet 2021. La famille apprécierait les dons envers le Foyer des Pionniers de Hearst.



CORPORATION DE LA VILLE DE HEARST

OFFRE D'EMPLOI

Agent(e) de développement économique

Le service de développement économique (SDÉ) de Hearst est à la recherche d'un(e) agent(e) de développement économique.

Relevant de la direction, la personne occupant cette fonction a comme mandat de réaliser un éventail d'activités reliées à l'ensemble des services d'aide au développement des secteurs économiques de Hearst, ainsi que de coordonner les activités de communication du SDÉ de Hearst. Les candidats à ce poste doivent posséder des intérêts particuliers pour la création, la conception, la recherche, la rédaction, la communication et le travail avec les chiffres.

Responsabilités principales :

- Élaborer des demandes de financement de projets selon les besoins identifiés ;
- Concevoir des questionnaires d'étude de marché ;
- Animation du milieu afin de mobiliser les acteurs autour de projets structurants ;
- Effectuer des études sociales ou économiques à l'échelle locale afin d'évaluer le potentiel de développement et les tendances futures ;
- Participer à l'élaboration de stratégies de développement, établir des plans d'action et superviser leur mise en œuvre ;
- Localiser les sites industriels, commerciaux ou touristiques disponibles ;
- Identifier les entrepreneurs et investisseurs potentiels, évaluer leurs besoins et démontrer les avantages à s'établir dans la région ;
- Planifier des projets de développement et coordonner les activités de concert avec les représentants d'une gamme variée d'entreprises industrielles et commerciales, d'associations de gens d'affaires, de groupes communautaires et d'organismes gouvernementaux ;
- Répondre aux demandes de renseignements des gens d'affaires et des particuliers concernant les possibilités de développement ;
- Préparer des rapports, des documents de recherche, des textes ou des articles éducatifs ; et
- Assister la direction dans toutes autres tâches connexes.

Compétences requises :

- Formation universitaire premier cycle en économie, en commerce ou en administration des affaires ou toute autre combinaison de scolarité jumelée à de l'expérience liée au poste sera considérée ;
- Fortes compétences relationnelles jumelées à 2 ans d'expériences pertinentes en développement local, en support à la gestion ou dans des fonctions connexes ; et
- Certification Ec.D. et de l'expérience dans l'organisation d'événements et de kiosques seront considérés comme des atouts.

Salaire :

Le salaire est établi en fonction du programme d'administration salariale, de la classification 8, qui se situe entre 50 597 \$ et 63 246 \$ annuellement, proportionné aux qualifications et à l'expérience. Un programme d'avantages sociaux complet est offert.

Pour une description de tâches plus détaillée, veuillez consulter le site Web de la Ville : www.hearst.ca

Les personnes intéressées devront soumettre leur candidature avant **16 h, le jeudi 12 août 2021**, à l'adresse suivante ou par courriel :

Stéphane Lapointe
 Directeur du service de développement économique de Hearst
 925, rue Alexandra
 Sac postal 5000
 Hearst, Ontario P0L 1N0
slapointe@hearst.ca

La Corporation de la Ville de Hearst est un employeur d'égalité des chances qui répond aux besoins des demandeurs en vertu du Code ontarien des droits de la personne et de la Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (LAPHO) pendant toutes les étapes du recrutement et processus de sélection. Veuillez communiquer avec la personne susnommée pour toute demande d'accommodement.



Sincères Remerciements

Jim Dillon

1943 ~ 2021

Nous avons été très touchés par vos pensées et le soutien que vous nous avez témoigné lors du décès de mon mari, notre père et notre grand-père.

Nous vous remercions de vos marques de sympathie et tenons à remercier Sébastien et Josée Groleau pour la cérémonie au cimetière de Jogues.

Merci,

Lucille et famille



CORPORATION DE LA VILLE DE HEARST

OFFRE D'EMPLOI

Adjoint(e) administratif(tive)

La Corporation de la Ville de Hearst est à la recherche d'une personne dynamique, fiable, mature, compétente et organisée pour pourvoir le poste d'adjoint(e) administratif(tive).

Responsabilités principales :

- Appuyer l'administrateur en chef (AEC) et le maire dans diverses tâches ;
- Organiser certaines rencontres, agir à titre de secrétaire enregistreuse, préparer l'ordre du jour et la documentation pertinente et rédiger le procès-verbal ;
- Organiser les déplacements des membres du Conseil et de l'administrateur en chef (inscription aux conférences, réservation de chambres d'hôtel et de vols, etc.) ;
- Tenir à jour le système de classement de la correspondance municipale ;
- Tenir à jour le site Web de la Ville de Hearst ;
- Publier les annonces municipales (journaux, radio, câble communautaire, site Web, réseaux sociaux) ;
- Faire la revue de documents produits par le personnel municipal afin d'en assurer le contrôle de qualité (orthographe et grammaire) ;
- Traduire certains documents et annonces ; et
- Divers projets spéciaux assignés.

Compétences requises :

- Diplôme collégial ou universitaire en administration des affaires/commerce, humanités ou sciences sociales ;
- Un minimum de 2 ans d'expérience dans le domaine administratif ou corporatif ;
- Excellente maîtrise des deux langues officielles (verbal et écrit) ;
- Connaissance de logiciels informatiques tels Microsoft Office, Vidéocatégories ; et
- Aptitudes à maintenir le contenu de pages Web et de médias sociaux, et d'autres technologies similaires.

Salaire :

Le salaire est établi en fonction du programme d'administration salariale, de la classification 6, qui se situe entre 43 006 \$ et 53 757 \$ annuellement, proportionné aux qualifications et à l'expérience. Un programme d'avantages sociaux complet est offert.

Pour une description de tâches plus détaillée, veuillez consulter le site Web de la Ville : www.hearst.ca

Les personnes intéressées devront soumettre leur candidature avant **16 h, le jeudi 12 août 2021**, à l'adresse suivante ou par courriel :

Yves Morrisette, administrateur en chef
 925, rue Alexandra
 Sac postal 5000
 Hearst, Ontario P0L 1N0
ymorrisette@hearst.ca

La Corporation de la Ville de Hearst est un employeur d'égalité des chances qui répond aux besoins des demandeurs en vertu du Code ontarien des droits de la personne et de la Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (LAPHO) pendant toutes les étapes du recrutement et processus de sélection. Veuillez communiquer avec la personne susnommée pour toute demande d'accommodement.

Un émoji local, c'est génial !

Félicitations à nos gagnantes !

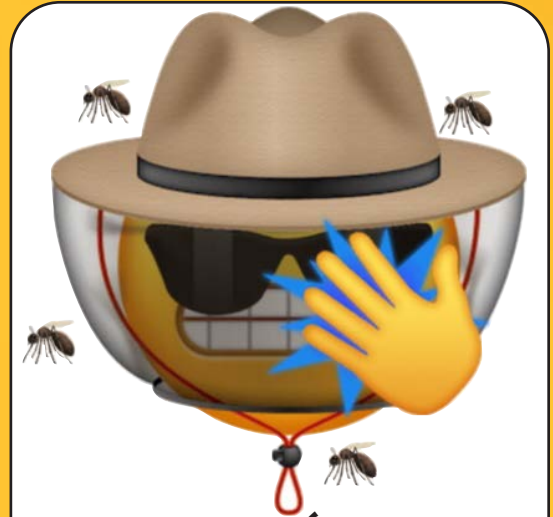
VERONIQUE LEROUX
CARTE-CADEAU MCDO DE 20 \$



ALICE LEROUX
CARTE-CADEAU MCDO DE 20 \$



FRANCINE DAIGLE



FRANCINE se mérite 70 \$ de CERTIFICAT-CADEAU CHEZ NOS MARCHANDS COMMANDITAIRES !

UN GROS MERCI POUR VOTRE PARTICIPATION !

Ted Wilson
828 rue George
705 362-4434

Marybelle
mode féminine
825 rue George
705 362-8020

Be-YOU-tiful Spa
705 372-5330

Salon E-Clips
631 RUE FRONT
705 362-8355

BIJOUTERIE CLASSIQUE
JEWELLERS
807 rue George
705 372-1080

Vivre Aimer Briller
Live Love Sparkle

DOLLAR STORE
1417 RUE FRONT

Nous avons TOUS vos accessoires de plage !

NAJA TRADING POST+
631 RUE FRONT
705 362-7678
www.najatradingpostplus.com

PLUSIEURS AUBAINES en MAGASIN !

Typer's BAIT & TACKLE
800 RUE FRONT
705 362-4828